

Les jeunes entrepreneurs ruraux au service de la sécurité alimentaire en Algérie

Messaoud Lazereg, Kousseila Beillil

Introduction

La sécurité alimentaire en Algérie dépend très étroitement du marché mondial. La crise de la Covid-19 a mis au grand jour l'extraversion du système alimentaire algérien, avec tous les risques qui en découlent, et rappelle la nécessité d'un redéploiement des efforts en vue de mettre en place un socle vigoureux visant une plus grande sécurité alimentaire. En ce sens, l'agriculture occupe une place importante au sein de l'économie nationale algérienne ainsi que dans le développement de ses territoires ruraux, avec un peu plus de 12% du PIB hors hydrocarbures, un peu plus de 20% de la population active et la création de 70% de la valeur de la consommation nationale de produits alimentaires.

Toutefois, la croissance économique algérienne, et l'agriculture de manière directe, est tirée essentiellement par les investissements publics, financés majoritairement par les recettes des hydrocarbures. Ces derniers représentent 98% des exportations, 60 % des recettes fiscales et 19% du PIB. Quoi qu'il ait une tendance baissière depuis 2014¹, de toutes les matières premières cotées en bourse, le pétrole est celui qui subit le plus l'effet du COVID-19.

Afin de pallier cette situation, les pouvoirs publics ont initié plusieurs projets agricoles afin d'augmenter l'offre alimentaire locale et préserver les devises. Ces projets n'ont pas toujours donné les résultats escomptés pour plusieurs raisons : la variabilité climatique, le manque de progrès technique, la raréfaction

des eaux, l'urbanisation croissante, et l'abandon de l'activité agricole par les jeunes ruraux.

Le milieu rural se voit donc privé de plusieurs projets de développement autre que l'agriculture. Avec 70% de population urbaine, l'Algérie a perdu 40% de sa population rurale en 50 ans². Les déséquilibres entre le milieu rural et le milieu urbain sont le produit d'un héritage historique, celui de la période coloniale et des rapports villes-campagnes qui la caractérisent, mais aussi des politiques de développement qui lui ont succédé depuis l'indépendance³. Ce déséquilibre spatial nous pousse à nous interroger sur la place des jeunes ruraux dans les programmes de développement agricole et rural visant l'accomplissement de la sécurité alimentaire par le biais de l'entrepreneuriat.

Ce milieu rural connaît aussi, en plus des difficultés naturelles, plusieurs problèmes socio-économiques. À l'échelle mondiale, les personnes vivant dans les zones rurales sont exposées à un risque deux fois plus élevé d'occuper un emploi informel que celles vivant dans les zones urbaines (respectivement 80 et 43,7%⁴). En effet, en 2015, cette population est occupée à moitié dans les activités de commerce et services avec 48,1% - contre 41,8% en 2010 - et l'agriculture emploie 19,8% - contre 25,1% en 2010.

Avec près de 10 % du total, le secteur industriel occupe de moins en moins les actifs ruraux. La population rurale occupée dans le BTP est de 21,3% - contre 12,6 % en 2005. Les statistiques de l'ONS indiquent aussi que la population active rurale est

¹ Source : ONU, 2020.

² FAOStat, 2021.

³ Souidi, 2011.

⁴ OIT, 2019.

principalement dans le secteur privé-mixte avec 65,4% - contre 72,4% en 2010 - et 34,6% qui sont dans le secteur public - contre 27,6% en 2010.

L'entrepreneuriat rural pourrait être un levier important pour lutter contre les inégalités d'accès aux opportunités d'emploi dans ce milieu. Grâce à la modernisation et la professionnalisation de l'agriculture à travers un statut socioprofessionnel clair et la promotion du modèle de l'« agriculture industrielle⁵ », cela permettra d'effacer les différences entre ruraux et urbains. La question de l'emploi, notamment des jeunes, a aussi des répercussions sur les migrations (internes ou externes). La pauvreté rurale, le manque de perspectives, et la faible employabilité des jeunes ruraux sont des causes d'aggravation des mouvements populaires qu'a connu le pays. La solution à cette migration se trouve dans une agriculture attractive, une construction de chaînes de valeurs qui rémunère le travail de l'agriculteur, et une diversification des économies rurales afin de remédier au déséquilibre territorial et à la question migratoire⁶.

Malgré le rôle actif des jeunes ruraux au sein des exploitations agricoles et des territoires ruraux, la question d'intégration de cette catégorie sociale est peu étudiée et souvent peu prise en compte dans les politiques publiques en Méditerranée⁷. Cette étude se veut, d'une part, une évaluation de politiques entrepreneuriales publiques et une synthèse de quelques expériences prometteuses dans le milieu rural algérien de jeunes qui ont réussi leurs projets dans un environnement socioculturel très difficile.

Le concept d' «entrepreneuriat » dans les politiques alimentaires publiques

Les petites et moyennes entreprises sont très importantes pour la diversification et la croissance

de l'économie en Algérie, mais le secteur est peu développé et l'accent mis sur l'entrepreneuriat est relativement récent. Ce n'est qu'à partir de la décennie 90 que l'initiative privée a été libérée par la promulgation du code d'investissement en 2001, mais surtout la mise en place de différents dispositifs de création d'entreprise et de soutien aux investissements⁸ (ANSEJ, ANGEM, ANDI...).

Un nombre appréciable d'entreprises a été créé à compter de l'année 2000 dans le cadre du programme de relance économique soutenu par une conjoncture pétrolière favorable et un cadre législatif assez avantageux, notamment avec l'adoption de la loi d'orientation sur la petite et moyenne entreprise en 2001⁹. Également, Oukaci signale que «les entrepreneurs sont toujours sensibles au cadre institutionnel des affaires et aux orientations des politiques économiques du pays», et qui semblent être dépendants et/ou tributaires des plans publics de relance économique.

La question des inégalités régionales, entre zones rurales et urbaines, prend une place importante dans les dispositifs de soutien au développement décidés par l'État. Il s'agit de programmes complémentaires de développement en faveur des wilayas des hauts plateaux et du sud, essentiellement destinés à l'amélioration des conditions générales de vie des populations¹⁰. Les pouvoirs publics avaient pour objectif de définir une nouvelle approche de développement dite « approche territoriale » dont les principaux fondements reposent sur la participation des porteurs de projets, l'intégration multisectorielle, et l'adaptation des projets aux spécificités locales¹¹.

Ainsi, depuis 2004, chaque wilaya a adopté sa propre stratégie de wilaya de développement rural durable. Dans ce sens, des espaces de

⁵ Chombart de Lauwe et al, 1963

⁶ Rolland et Pellissier, 2018

⁷ Amichi et al, 2015

⁸ Zemirli & Hammache, 2018

⁹ Ayad-Malek et Al., 2021

¹⁰ CNESE, 2011

¹¹ Akerkar, 2015

Programmation Territoriale ont été créés dans le cadre de la politique nationale d'aménagement et de développement durable du territoire qui vise un développement harmonieux de l'ensemble du territoire national, selon les spécificités et les atouts de chaque espace régional ; pour dépasser le découpage administratif qui suscite un nombre important d'obstacles aux plans et projets de développement.

Ce redressement de la politique d'aménagement du territoire a été élargi en 2010 pour créer le Schéma National d'Aménagement du Territoire qui s'appuie en particulier sur l'organisation des espaces de programmation territoriale, sur l'émergence de création des Zones Intégrées de Développement Industriel et des villes nouvelles à partir desquelles des mesures seront mis en œuvre pour diffuser la croissance sur l'ensemble du territoire. Ce schéma vise plusieurs objectifs :

- Répondre aux déséquilibres de localisation de la population et des activités dans le territoire ;
- La mise en attractivité des territoires à travers la disponibilité des services ;
- Le dynamisme économique et la création d'emplois sont au cœur des préoccupations ;
- La préservation et la valorisation du capital naturel et culturel du pays ;

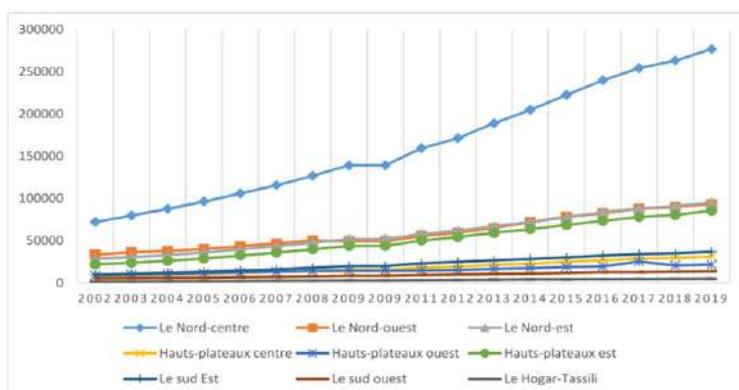
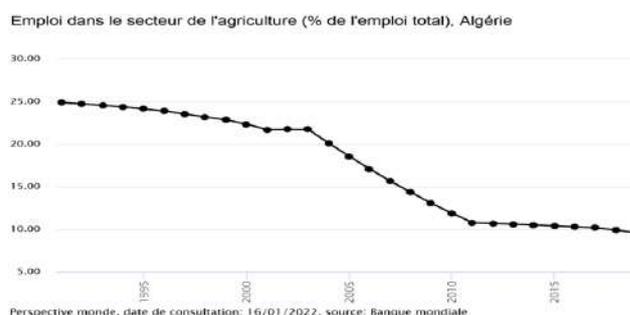


Figure N°1 : Évolution du nombre des PME dans les neuf régions en Algérie (Source : Kebieche & Yousfat, 2021)

Selon le même auteur, le nombre d'entreprises dans les zones rurales reculées dans les régions des hauts-plateaux-Ouest et centre, ainsi que les régions du sud augmente moins rapidement que le nombre de celles dans les zones rurales plus accessibles aux grandes villes du nord. La politique de soutien aux PME devrait être plus inclusive notamment dans les wilayas peu attractives pour les PME (notamment au sud et les hauts plateaux). Le perfectionnement des écosystèmes régionaux dans ces ensembles est très recommandé pour gagner en efficacité et en pérennité des entreprises.

Les politiques de développement rural s'axent principalement sur l'emploi et l'amélioration des conditions de vie¹². Ces politiques ont privilégié le secteur privé moderne orienté vers l'exportation, favorisé une privatisation des modes d'accès aux ressources naturelles (eau et terres) ou aux services agricoles, et promu les mécanismes de marché comme modalité principale de régulation¹³.

L'emploi dans le secteur agricole ne cesse de baisser depuis le début des années 2000 - qui coïncide avec l'envolée des prix des hydrocarbures - comme le démontre la figure ci-après.



¹² Bedrani, 2008.

¹³ essaoud, 2011.

Basé sur le principe de l'offre, toutes les politiques de développement rural ont considéré le milieu rural comme un milieu favorable pour la production agricole primaire (céréales, maraîchage, fruits...). Dès l'avènement du PNDA¹⁴ d'autres activités ont été encouragées dans le milieu rural, notamment la transformation agroalimentaire afin de capter plus de valeur ajoutée dans une optique de résilience des populations rurales. Ce constat est renforcé dans les PPDR¹⁵ qui prônent un développement inclusif basé sur les attentes locales.

En l'absence d'une identification claire des acteurs socio-économiques du milieu rural, les actions ainsi que les objectifs des politiques publiques restent trop techniques et loin d'inciter l'entrepreneuriat chez les jeunes ruraux.

Actuellement, la feuille de route 2020-2024 du Ministère de l'Agriculture ignore l'entrepreneuriat en général, l'entrepreneuriat de jeunes en particulier et ne prend pas en considération la dimension sociale des acteurs activant dans ce milieu.

Les dispositifs publics d'aide à l'entrepreneuriat de jeunes ruraux

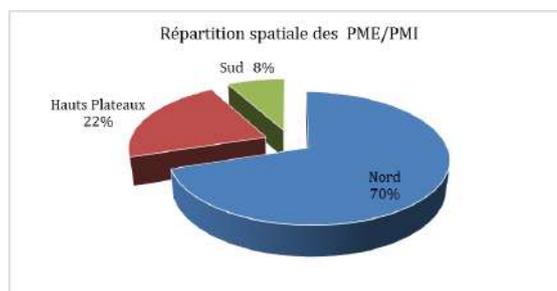
La nouvelle réalité révélée par les données de l'ONS sur l'occupation de la population rurale active nous pousse à reconsidérer la place de l'activité agricole par rapport aux autres activités économiques.

L'emploi et l'insertion de jeunes diplômés était et continue d'être un slogan du discours politique en Algérie. Pour se faire, les pouvoirs publics ont initié plusieurs structures pour accompagner les jeunes à entreprendre et devenir des créateurs d'emploi dans plusieurs secteurs économiques. Dans le milieu rural, plusieurs chantiers ont été lancés : le secteur agricole et les jeunes ruraux, étant associés au travail familial, peinent à s'identifier comme « entrepreneurs » du fait de la propriété foncière qui est détenue par le père (chef de ménage) ou se trouve dans l'indivision.

L'appui public à la promotion de l'entrepreneuriat s'est traduit par :

- Une évolution des PME totalisant à la fin de 2019, 1157 539 PME¹⁶ privées - dont 97% TPE ;
- Contribuant à la création de plus de 2.668.173 emplois avec une préférence marquée pour les services (51%) ;

Le schéma ci-après illustre la répartition des entreprises par région.



¹⁴ Programme National de Développement Agricole.

¹⁵ Projets de Proximité de Développement Rural Intégré

¹⁶ Petites et Moyennes Entreprises

L'entrepreneuriat dans le milieu rural est promu par deux agences publiques, à savoir :

- a) **ANSEJ**¹⁷ : vise à favoriser la création et l'extension d'activité de biens et de services par les jeunes promoteurs, et encourage toutes formes d'actions et de mesures tendant à promouvoir l'entrepreneuriat. Cette agence participe au soutien, conseil et accompagnement des jeunes promoteurs dans la création d'activités. Les projets agricoles, dans l'ensemble des projets financés par l'ANSEJ, sont en augmentation ces dernières années ; ils représentent 31% des entreprises créées en 2016 contre 20% en 2011. En 2020, et en raison du nombre important d'échecs dans les micro-entreprises financées par cette formule, cette agence a été restructurée, et devient l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE)¹⁸.



Les projets financés (ou créés) par et pour les jeunes - Source : Site de l'ANSEJ¹⁹

A la lecture de ce schéma, l'agriculture et la pêche semblent avoir un regain d'intérêt de la part des

jeunes investisseurs au fil des années au détriment du secteur des services, qui lui semble saturé.

- b) **ANGEM**²⁰, qui se veut un outil de lutte contre la précarité via le microcrédit permet à des démunis d'accéder à des conditions de vie améliorées en créant leur propre activité génératrice de revenus avec des crédits bonifiés à 0%. Cette agence joue un rôle important dans l'entrepreneuriat rural chez les jeunes. Entre autres, l'agence finance des microprojets dans la micro-industrie (fabrication de pâtes alimentaires, couscous, pain, pâtisserie, gâteaux traditionnels ; l'habillement ; le travail du cuir ; et le travail du bois), les petits élevages (bovin, ovin, caprin, l'aviculture, la cuniculture, et l'apiculture), et l'artisanat. Toutes ces activités sont pratiquées en milieu rural en raison de l'existence des matières premières et de la main d'œuvre familiale.

c) Les incubateurs ou la nouvelle mode d'entreprendre chez les jeunes

En Algérie, le réseau des structures publiques en matière d'incubation est très restreint ; 78 maisons de l'Entrepreneuriat et 44 incubateurs ont été créés à travers les établissements de l'enseignement supérieur au niveau national. Il est composé d'un nombre limité d'acteurs qui accompagnent des porteurs de projets. Par conséquent, il est le maillon le moins dynamique de l'écosystème entrepreneurial. Quelques chiffres sur ces centres d'appuis (26 opérationnels) pour 2019 :

¹⁷ Agence Nationale de Soutien à l'Emploi de Jeunes (<http://www.ansej.org.dz/index.php/fr/>).

¹⁸ Agence nationale d'appui et de Développement de l'Entrepreneuriat.

¹⁹ Consulté 25/09/2021 - <https://anade.dz/index.php/fr/>

- Nombre de projets reçus : 1947
- Nombre de projets accompagnés : 711
- Nombre d'entreprises créées : 185 - 26% des projets accompagnés, soit 9% des projets reçus.

d) Les coopératives agricoles

La coopération agricole est considérée comme un mode d'entrepreneuriat collectif qui permet, (selon Boumali et al., 2021) de créer un effet de levier sur les ressources par un groupe d'individus dont l'initiative individuelle serait incapable de garantir cet investissement. Dans ce sens, un nouveau dispositif de création et de gestion des coopératives agricoles est promulgué en 2020 et vise à faciliter les procédures de création de ces dernières. A ce jour, les chiffres ne sont pas disponibles pour une analyse pertinente des effets de cette nouvelle disposition, en termes de création et de pérennité.

L'entrepreneuriat rural en Algérie

Ce concept est peu connu en Algérie et n'est pas pris en considération dans la nomenclature des politiques publiques. Par conséquent, pour une nouvelle vision entrepreneuriale et une amélioration de l'attractivité des espaces ruraux, la différenciation des politiques publiques en fonction des espaces réceptacles des investissements est indispensable, ce qui ne peut s'accomplir qu'avec des politiques territoriales au

lieu des politiques sectorielles actuellement en vigueur. Les politiques territoriales nécessitent la mise en œuvre d'une véritable décentralisation pour une meilleure implication des acteurs locaux dans la gouvernance locale²¹. Avec le recul de l'interventionnisme public dans la sphère économique et sociale et l'émergence du paradigme de développement local, l'activité entrepreneuriale apparaît comme condition immanquable pour la création de valeur, de renouvellement du tissu productif local et un levier de création d'emplois et de résorption du chômage²². Le domaine de l'entrepreneuriat rural concerne plusieurs secteurs et branches d'activités, à savoir, l'agriculture, l'agroforesterie, le tourisme, l'artisanat ainsi que l'agroalimentaire.

Plusieurs études ont traité les facteurs déterminants de l'entrepreneuriat rural en Algérie et ont démontré l'importance des motivations Push ou l'entrepreneuriat par nécessité-évidemment, aux côtés des motivations Pull dans l'explication de la dynamique entrepreneuriale notamment en zone rurale comme alternative au chômage²³).

En l'absence de statistiques sur l'entrepreneuriat rural chez les jeunes, nous prenons quelques travaux déjà réalisés. Étant un moteur majeur de développement économique et social, beaucoup d'auteurs considèrent l'entrepreneuriat comme un déterminant fondamental de la croissance économique et de la création d'emplois, de l'innovation, de la compétitivité et de la richesse²⁴. Sur le volet recherche, peu d'études sont consacrées à l'étude de l'entrepreneuriat rural en Algérie et celles existantes se sont intéressées à l'activité agricole. Amichi et al (2015), ont étudié les logiques de production entre l'agriculture entrepreneuriale et l'agriculture familiale dans la région de Haut-Chélif et ont démontré l'émergence d'entrepreneurs agricoles (locataires de terre) dans les exploitations (à gestion

²¹ Taleb et Ferfera, 2013

²² Ould Taleb et Tessa, 2020

²³ Ben makhlof, Aknine/Souidi, 2018 ; Oukaci M, 2021 ; Ayad-Malek et al., 2021; Arabeche et al., 2020

²⁴ Ayad-Malek et Al, 2021

collective) qui incarnent une logique capitaliste sans se soucier des ressources naturelles (eau, terre, et main d'œuvre familiale). A ce modèle s'ajoute le modèle de l'agriculture familiale des propriétaires de droit d'usage de la terre publique qui ont développé des stratégies marchandes tout en valorisant le travail familial (à moindre coût). Ces modèles sont étudiés principalement dans l'agriculture irriguée qui est, du point de vue de l'emploi, une des principales politiques qui procurent beaucoup plus d'emplois à l'hectare que les superficies cultivées en sec²⁵).

L'étude publiée par Naouri et al., en 2015 sur la mobilité des jeunes ruraux (du Nord) pour intégrer les nouvelles agricultures sahariennes de Biskra²⁶ en Algérie montre une trajectoire inverse "flux à contre-courant du discours dominant sur le délaissement de l'agriculture par les jeunes ruraux". Une migration de jeunes ruraux du nord de l'Algérie à la recherche de nouvelles opportunités en agriculture dans le Sahara, un territoire bien hostile et désavantagé de nature. Ce flux a stimulé l'essor de la production maraîchère sous serre et a fait de ce territoire - y compris El Oued - le grenier de l'Algérie.

Une autre étude²⁷ menée dans la région de Bejaïa pour déceler les déterminants de l'entrepreneuriat en milieu rural et le profil type de l'entrepreneur montre que la quasi-totalité des entrepreneurs est issue du milieu rural, les âges varient de 30 à 50 ans, et qu'il existe une corrélation positive entre le niveau d'instruction et le lancement dans le monde des affaires. Également, la majorité des entreprises ont été créées à partir de 2000, ce qui dénote de l'impact positif des programmes publics dans l'entrepreneuriat rural. Dans une autre étude, Ayad-Malek et Djenane, en 2016, ont constaté que l'auto-emploi semblerait être le déterminant clé

de la dynamique entrepreneuriale, et avant tout une alternative au chômage.

Ces résultats confirment le constat de Ferguene en 2004 : une nouvelle approche du développement émerge progressivement au Sud, sur la base, d'une part, de processus portés par les acteurs locaux – au premier rang desquels les PME – et les réseaux qu'ils constituent et, d'autre part, d'un ancrage territorial très fort de ces acteurs et réseaux avec tout ce que cela implique comme synergies et externalités positives sur le plan local.

L'entrepreneuriat social en milieu rural pourrait devenir un sujet important dans les dynamiques sociales et locales de développement et souligner sa capacité à inventer des solutions innovantes aux problèmes locaux. L'une des spécificités des pratiques sociales en Algérie est qu'elles sont fondées sur les réseaux familiaux, notamment en ce qui concerne l'emploi rural²⁸. Les entreprises sociales sont plus créatrices d'emplois, et font l'objet d'un grand intérêt de la part des jeunes et pourraient être le fer de lance pour les créations d'entreprises par les jeunes ruraux.

De ce qui précède, nous pouvons détecter le potentiel de développement de l'entrepreneuriat chez les jeunes ruraux et spécialement dans le domaine alimentaire (au sens large) et pas seulement le domaine agricole.

L'innovation et les jeunes ruraux dans les filières stratégiques

Selon les résultats d'enquêtes réalisées par le Centre de Recherche en Économie Appliquée pour le Développement en 2018, les jeunes occupent une place minoritaire dans les exploitations pratiquant la culture de pomme de terre (26%), la filière dattes (25%), et dans la filière lait (19,4%). Par contre la céréaliculture est réservée aux adultes

²⁵ Bedrani, 2008

²⁶ Commune au Nord Est du Sahara Algérien, elle se situe à 400 km du sud-est d'Alger

²⁷ Ayad-Malek et al, 2021

²⁸ Haddad & Kebbour, 2017

(+60 ans) étant donné qu'ils ont la propriété des terres exploitées (melk ou droit d'usage).

Les jeunes agriculteurs itinérants dans la culture de pomme de terre traduisent une volonté d'entreprendre et sont à la recherche d'une représentativité dans le monde socio-économique. Ces producteurs **innovateurs** interviennent comme « connecteurs » d'individus et de territoires en combinant la maîtrise des techniques culturales et la maîtrise des marchés, des facteurs de production et des produits agricoles²⁹.

Ces innovations portées par les jeunes ont deux impacts directs sur le système alimentaire déjà fragile en Algérie. Elles visent **l'amélioration de la productivité** par l'introduction de nouvelles technologies entraînant une amélioration des revenus des exploitants et ainsi améliorer la résilience des acteurs, et **les conséquences sociales positives de l'innovation** ; qui se traduisent par l'augmentation des possibilités d'emploi et le ralentissement des migrations internes - vers la ville ou vers d'autres secteurs économiques - et externes vers un autre pays.

Dans une autre étude, conduite par Naouri et Al. en 2015 sur la mobilité des jeunes ruraux pour intégrer les nouvelles agricultures sahariennes - toujours à Biskra - les jeunes agriculteurs venus du nord avec un savoir-faire de leurs territoires d'origine affichent une capacité d'adaptation et d'innovation et participent à la diffusion des nouvelles techniques du fait de leur mobilité auprès des autochtones.

“Ils côtoient des propriétaires, locataires, métayers et ouvriers plus âgés ou du même âge qu'eux, constituent un espace favorable d'apprentissage, d'échange et de production de l'innovation, en particulier grâce à leur mobilité territoriale et leur ascension professionnelle. Non seulement l'innovation en elle-même se diffuse, mais ce sont

surtout la capacité d'innovation et les savoir-faire qui se renforcent et se transmettent”.

Les contraintes de l'entrepreneuriat rural

Il est couramment admis que l'esprit d'entreprendre constitue la force motrice pour les PME, il doit, de ce fait, bénéficier de toute l'attention requise dans le cadre du processus visant le renforcement de l'option de densification du réseau industriel du pays³⁰. En général, la plupart des recherches consacrées à l'étude de l'entrepreneuriat en Algérie s'accordent sur le fait que les PME font face à des contraintes multiformes et à des complexités variables. De ces contraintes, la plus citée est l'environnement institutionnel et économique qui est peu favorable au développement des PME et de l'entrepreneuriat de façon générale³¹.

“En plus du cadre informel (réseau familial, personnel, entourage...) moins encourageant, et parfois démotivant, notamment pour le genre féminin, le candidat entrepreneur en Algérie, fait face à un environnement formel contraignant sur toute la ligne du processus nécessaire à la concrétisation de son idée entrepreneuriale”³²

En raison des difficultés naturelles et socio-économiques, l'entrepreneuriat rural se trouve confronté à plusieurs contraintes qui limitent son essor. Voici certaines contraintes majeures :

- Le risque élevé et / ou faible de retour sur investissement
- La commercialisation des produits
- L'absence ou insuffisance du soutien spécifique de l'État
- La difficulté d'accès au financement
- Les contraintes liées au régime de propriété foncière (ou forme d'usage)

²⁹ Derderi et al, 2015

³⁰ CNES, 2015

³¹ Arabi (2013), SI lekhal (2012), Amrani (2021)

³² Mouloud, 2021

- La variabilité climatique.

La volonté de l'État matérialisée par les différents dispositifs de soutien à l'entrepreneuriat s'avère peu efficace voire insuffisante. Les contraintes citées en haut dissuadent le porteur de projet, au point de développer un sentiment de méfiance envers ces dispositifs³³.

La principale cause d'échec des programmes de soutien est la logique descendante et administrative et l'absence de la démarche participative inclusive³⁴. Le rapport « **Développement humain** » indique que la bureaucratie, qui caractérise les procédures liées à la création d'entreprise, semble être une source d'influence importante sur la décision de créer les PME et la survie des entreprises PME/PMI. Le taux de mortalité des entreprises de type « personnes morales » s'élève à 23%, le secteur des « services » est le plus touché par la mortalité des PME avec 49,2% tandis que le secteur agroalimentaire connaît une part de 30,5% de mortalité. Ce phénomène est expliqué dans le même rapport par le manque de maturation dans le lancement des projets et le manque de compétitivité.

a) Pour l'aspect "accompagnement"

Pour remédier à ce taux élevé de mortalité, plusieurs incubateurs et accélérateurs se sont lancés - soit avec un appui public soit par des soutiens privés - afin d'aider les porteurs de projets à mieux mûrir leurs idées d'entreprendre et réduire, par cela, les possibilités d'échec. Ces organismes sont supportés par les autorités publiques qui font des start-up une priorité dans le plan d'action du gouvernement.

Récemment, un forum (Algeria food security innovation forum³⁵) a été lancé. Cette initiative conjointe entre les Ministères - de la Pêche, de l'Agriculture, l'Industrie et l'Enseignement

supérieur - et des incubateurs privés (LEANCUBATOR et Tek2Hub) vise à réunir les conditions de la mise en place, à terme, d'une plateforme d'acteurs autour de la problématique de sécurité alimentaire à travers :

- L'identification de porteurs de projets et de projets fédérateurs sur l'innovation pour la sécurité alimentaire durable
- La promotion de systèmes d'innovation opérationnels à l'échelle locale, notamment dans le Sud (Bechar, Adrar, Ouargla, el Oued ...)
- L'information des acteurs sur les initiatives et les instruments publics d'encouragement de l'innovation (mettre à disposition les informations pertinentes sous différents formats)
- La mise en place d'une démarche programmatique de coordination et d'animation

Lors du Forum - dont l'objectif est d'accompagner des projets innovants, y compris non technologiques, au bénéfice du développement de clusters locaux sous la thématique de la sécurité alimentaire durable - l'innovation est prise au sens large. L'attention portée à la question de la sécurité alimentaire en Algérie fait partie des priorités stratégiques du pays, compte tenu notamment des différents défis prospectifs auxquels nous sommes confrontés : changements climatiques, gestion durable des ressources, sécheresse et désertification, feux de forêt, l'accroissement de la population et les chocs économiques résultant de la fluctuation des prix du pétrole face aux enjeux de la transition vers une économie diversifiée.

b) Pour l'aspect financier

³³ Mouloud, 2021

³⁴ Bessaoud, 2006

³⁵ <https://algeriafoodsecurityforum.com/about-us>

La création en 2021 du premier fonds public dédié aux startups Algerian Startup Fund (ASF), une société publique de Capital Risque, qui prend en charge le financement des entreprises disposant du label Startup ³⁶, en fonds propre et en quasifonds propre. ASF est née de la collaboration du ministère des Startups et de 6 banques publiques. Les organismes de financement doivent veiller à plus de rigueur dans l'étude des projets et prospecter les pistes de développement du marché afin de réduire le taux de faillites de ces jeunes investissements.

Conclusion

Dans ce travail, nous avons essayé d'éclairer la situation de l'entrepreneuriat de jeunes ruraux au service du système alimentaire national. En se basant sur les études déjà réalisées et les rapports fournis nous avons pu relever les principales contraintes auxquelles font face les jeunes entrepreneurs en milieu rural. Bien que partagées avec les autres catégories d'âges et l'espace d'entreprendre, les contraintes de l'entrepreneuriat rural chez les jeunes sont diverses.

L'écosystème d'accompagnement tel qu'il est conçu nécessite encore plus de maturité et de cohérence. En effet, les structures d'accompagnement existantes sont réparties à travers la quasi-totalité du territoire pour offrir une assistance financière et technique aux porteurs de projets et entrepreneurs opérationnels. Toutefois, et en dépit de cet arsenal déployé, on constate toujours, que l'Algérie est un pays qui demeure peu dynamique d'un point de vue entrepreneurial, et présente un réel déficit en termes de création d'entreprises³⁷ d'autant plus au niveau des espaces ruraux.

La lecture des chiffres des différents dispositifs d'appui et de la mortalité des TPE et PME révèle

une volonté entrepreneuriale incompatible avec les faibles chances de pérennité au regard du taux de mortalité et d'abandon. Pour l'ANSEJ, jusqu'au 31 décembre 2019, 718 510 certificats de conformité ont été établis contre 385 166 projets financés.

La crise du Covid 19, qui est toujours d'actualité, couplée à la crise économique en place vient effiler davantage la volonté et les perspectives d'entrepreneuriat des jeunes en milieu rural. Pour cela, une stratégie de relance à court, moyen et long terme doit être mise en place pour améliorer la résilience des populations rurales pauvres en soutenant la production, l'accès aux marchés, la technologie, et enfin l'emploi, - le tout, dans un objectif global de sécurité alimentaire.

Dans ce sens, l'encouragement de l'action collective sous ses différents formats et leur ancrage dans les chaînes de valeur se révèle être un point essentiel pour construire un système agroalimentaire intégré, moteur d'une croissance internalisée.

Messaoud Lazereg est depuis 2011 chercheur au CREAD dans la division agriculture, territoire et environnement. Il a travaillé sur une variété de sujets relatifs à l'économie agricole, comme la filière lait algérienne et les facteurs influençant la dépendance alimentaire algérienne.

Kousseila Bellil est un maître de recherche au Centre de Recherche en Économie Appliquée pour le Développement (CREAD) depuis 2019. Docteur en économie et gestion de l'université de Bejaia, il a travaillé sur divers sujets dans le domaine de l'économie agricole, notamment la filière lait, l'agroalimentaire et la sécurité alimentaire en Algérie.

³⁶ Le label startup est un document institutionnel qui vous servira de « passeport » pour accéder à toutes les facilitations que l'état met à disposition des startups.

³⁷ Kouraiche, 2018

Bibliographie

Kebieche Hicham, Yousfat Ali, (2021), Disparités régionales des petites et moyennes entreprises en Algérie, *Journal of Economic Growth and Entrepreneurship JEGE*, Vol 4, N°6 pp : 34-46.

Bessaoud O. La stratégie de développement rural en Algérie. In : Chassany J.P. (ed.), Pellissier J.-P. (ed.). *Politiques de développement rural durable en Méditerranée dans le cadre de la politique de voisinage de l'Union Européenne*. Montpellier : CIHEAM, 2006. p. 79-89 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens ; n. 71)

CHOMBART DE LAUWE, J, POITEVIN, J et TIREL JC, *Nouvelle gestion des exploitations agricoles*, Paris, Dunod, 1963, 507 p., p. 4.

Mohamed Naouri, Tarik Hartani, Marcel Kuper, (2015). Mobilités des jeunes ruraux pour intégrer les nouvelles agricultures sahariennes (Biskra, Algérie), *Cah. Agric.* 24 (6) 379-386 (2015) DOI : 10.1684/agr.2015.0778

Alaeddine Derderi, Ali Daoudiet Jean-Philippe Colin (2015). Les jeunes agriculteurs itinérants et le développement de la culture de la pomme de terre en Algérie. L'émergence d'une économie réticulaire. *Cah Agric*, vol. 24, n° 6, Novembre-Décembre 2015, p. 387-395. <https://doi.org/10.1684/agr.2015.0784>

Souidi Z, Bessaoud O, (2011), Valorisation des espaces ruraux en Algérie : une nouvelle stratégie participative. *New Medit*, CIHEAM-IAMB, 2011, 10 (1), pp.17-24. fffhal-02179786f

Mohamed Arabi, M. (2013). Profils Des Propriétaires Dirigeants Et Pratiques De Grh Dans Les Pme Algériennes. *Cas Des Pme Du Secteur Des Industries Agro-alimentaires De Bejaia. Recherches économiques manageriales*, 7(2), 11-28.

Rolland, J. P., & Pellissier, J. P. (2018). *Les politiques agricoles et rurales dans les pays du voisinage Sud : perspectives pour un dialogue régional renforcé* (Doctoral dissertation, CIHEAM-IAMM).

Amichi H, Kadiri Z, Bouarfa S, Kuper M, 2015. Une génération en quête d'opportunités et de

reconnaissance : les jeunes ruraux et leurs trajectoires innovantes dans l'agriculture irriguée au Maghreb. *Cah Agric* 24 : 323-329. doi : 10.1684/agr.2015.0791

Akerkar, A. (2015). Évaluation à mi-parcours de la stratégie de la Wilaya de Bejaïa de développement rural durable. *New Medit*, 14(1), 67-74. Femmes et hommes dans l'économie informelle : Un panorama statistique (troisième édition)/Genève, Bureau international du Travail, 2019 (https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_734075.pdf)

CNES (2011). *CONCERTATION NATIONALE AUTOUR DE LA DEFINITION DES OBJECTIFS D'UN MEILLEUR DEVELOPPEMENT LOCAL* (<https://www.cnese.dz/static/Cnes/data/Publication/CONCERTATION%20NATIONALE%20AUTOUR%20DE%20LA%20DEFINITION%20DES%20OBJECTIFS%20DUN%20MEILLEUR%20DEVELOPPEMENT%20LOCAL.pdf>)

ZEMIRLI, R., & HAMMACHE, S. (2018). Le contexte entrepreneurial en Algérie : quelles opportunités et contraintes pour les jeunes entrepreneurs. *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 2(2).

Haddad, F. Z., & Kebbour, M. A. O. (2017). L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL ET SOLIDAIRE : SON IMPORTANCE DANS LE MONDE, ET SA PLACE EN ALGERIE. *La Revue des Sciences Commerciales*, 16(4), 151-160.

TALEB. N et FERFER .M Y, (2013), Essai de conceptualisation de l'attractivité des espaces ruraux algériens, *Les cahiers du CREAD n°103-2013*, pp 45-63.

AMANI Kh, (2021) Durabilité des agro systèmes oasiens : évaluation et perspectives de développement. *Cas de la palmeraie de Ouargla (Algérie)*, thèse de doctorat en Urbanisme et Aménagement des territoires, université GRENOBLE ALPES.

BOUMALI NEI, MAMINE F, CHERIET F, Montaigne E, 2021. "Innovation agricole, entrepreneuriat"

collectif et performance des coopératives (figure de barbarie en Algérie), hal-03514838, HAL.

OUKACI M, (2021), *Entrepreneuriat en Algérie : Caractéristiques, Enjeux et Perspectives*, thèse de doctorat en Sciences de gestion, Management Économique des Territoires et Entrepreneuriat, Université de Bejaia.

MOULOUD A, (2021), *La politique publique en faveur de l'entrepreneuriat et de la Pme en Algérie. Les craintes et les attentes des candidats entrepreneurs*, Les cahiers du MECAS, V°17 / N°1 / Mars 2021.

OULED TALEB O, TESSA A, (2020), *La problématique des dynamiques entrepreneuriales face à la gestion durable des zones d'expansion et sites touristiques à l'espace balnéaire de Tizi Ouzou (Algérie)*, *Journal of Economics and Applied Statistics*, Volume 17 number 3, December 2020, pp 181-197

Ben Makhoulf Y, Aknine/Souidi R, (2018), *Politiques publiques et entrepreneuriat féminin en Algérie*, *Revue Chercheur Economique (CHEEC)*, Vol:06/N°:09 DEC(2018), pp36-52.

AYAD MALEK N, KASRI-BOUDACHE S, IFOURAH H (2021), *Profil-type et déterminants de l'entrepreneuriat en milieu rural : enquête dans la wilaya de Bejaia*, *Revue les cahiers du MECAS*, V° 17/ N°1 / Mars 2021, pp 217-227

ARABECHE Z, OUNIS A, BENOUALI D, (2020), *L'accompagnement dans la création de l'entreprise : l'expérience d'incubateurs en Algérie : le cas de cyber parc Sidi Abdellah*, Actes de la deuxième conférence internationale sur la Francophonie économique, L'ENTREPRENEURIAT ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES ET DES FEMMES EN AFRIQUE FRANCOPHONE Université Mohammed V de Rabat, 2-4 mars 2020.

FERGUENE A, (2004), *P.M.E., territoire et développement local : le cas des pays du Sud*, *Critique économique* n° 14 • Automne 2004, pp 7-27.

AYAD MALEK N, DJENANE A, (2016), *Dynamique de création d'entreprises, entrepreneur et logique de perception du territoire : étude empirique auprès d'un échantillon de pme de la wilaya de Bejaia*, *La Revue des Sciences Commerciales*, Volume 15, Numéro 1, pp121-137.

SI LEKHAL K, (2012), *Le financement des PME en Algérie : difficultés et perspectives*, *revue Recherches économiques et managériales*, [S.l.], v. 12, déc. 2012.

BEDRANI S, (2008), *L'agriculture, l'agroalimentaire, la pêche et le développement rural en Algérie, options méditerranéennes*, série B, études et recherches N°61, PP 37-73.

VVAN DE VEN H, (1993), *The development of an infrastructure for entrepreneurship*, *Journal of Business Venturing*, vol. 8, issue 3, pp 211-230.

Co B, (2006). *Sustainable valley entrepreneurial ecosystems, Business strategy and the Environment*. 15(1) pp:1-14.